

Solidarité, je crie ton nom...

Les appréciations sur le budget divergent fortement

Pour la Chambre de commerce, il est urgent d'agir. Pour la Chambre des salariés, il est urgent d'attendre...

MARC FASSONE

Au-delà des chiffres, ce que stigmatise la Chambre de commerce, c'est le caractère attentiste du budget *«qui, face à une situation alarmante, ne s'attaque pas aux problèmes structurels de l'économie»*, résume son directeur Pierre Gramagna, renvoyant aux traditionnels thèmes de la baisse de compétitivité de l'économie et de la durabilité du système des pensions ainsi que des finances publiques.

Un avis partagé par la Cour des comptes pour qui *«il devient évident que maintenir les finances publiques en équilibre à moyen et long terme nécessitera une série de mesures et de réformes parfois douloureuses.»* Et de poursuivre *«stabiliser les recettes publiques courantes,*

réduire les dépenses publiques sans mettre en péril le développement économique, assurer la viabilité financière à moyen et à long terme du système de pension et du système de santé, tels sont les défis que l'État doit relever les prochaines années.»

Du côté de la Chambre des salariés, son président, Jean-Claude Reding, pense qu'il est urgent d'attendre. Et dénonce toute volonté de décisions dans l'urgence alors que la dégradation des finances publiques n'est pas acquise.

Et de rappeler la sous-estimation chronique, ces dernières années, des recettes de l'État. Une bonne surprise n'est pas à exclure selon Jean-Claude Reding. Des incohérences comptables dans le chiffrage des dépenses et des recettes que dénonce la Cour des comptes.

Ce qui inquiète la CSL, c'est la hausse du chômage. Et d'appeler à un renforcement du rôle de l'Adem et à une augmentation des moyens financiers du Fonds pour l'emploi afin de faire face et de pouvoir, *«financer une prolongation de la période d'indenni-*

sation ainsi qu'une politique de maintien dans l'emploi digne de ce nom.»

Alors que la situation de la compétitivité du pays est jugée particulièrement favorable pour les entreprises luxembourgeoises, la CSL se prononce contre toute réduction et mise en question des prélèvements sociaux.

CERCLE VERTUEUX

Et de poser la question du cercle vertueux: est-ce le niveau des dépenses sociales qui engendre une plus haute compétitivité ou l'inverse?

La CSL est pour la première approche. Pas la Chambre de commerce. Pour qui, face à la baisse *«préoccupante»* des recettes fiscales, il convient d'agir sur deux axes, de façon *«urgente et volontariste»*.

La Chambre de commerce plaide pour une augmentation de l'efficacité des dépenses publiques via, pour chaque dépense ou subvention, le recours à une analyse d'efficacité, un meilleur ciblage des transferts sociaux, et un recours plus large aux partenariats publics-privés.

Même son de cloche du côté de la Cour des comptes qui plaide *«pour une nouvelle architecture budgétaire basée sur une culture de performance ainsi que pour une manière plus efficace de mener à bien des projets d'envergure.»*

La Chambre de commerce insiste également sur la nécessité de ramener, dans le projet de budget présenté, le déficit sous la barre des 3%. Ce qui implique la réalisation de 506 millions d'économies.

Et de dresser une liste de postes où économiser (baisse des subventions d'exploitation accordées aux CFL, baisse de la durée du congé parental, modulation du forfait d'éducation, des allocations d'éducation et familiales, baisse de 20% du salaire d'entrée dans la fonction publique ainsi que du treizième mois alloué... et hausse des accises sur le tabac, l'alcool, les carburants). La CSL insiste sur la réflexion à mener pour augmenter les recettes fiscales. Et pas question de favoriser les entreprises aux dépens des ménages. Autant de demandes faites de part et d'autre au nom de la solidarité nationale.